Vinecho de empriona vervare URSS 1991 - 1995 Carbon de 7668 -

COPIT DEMO

PREMIER MINISTRE

coup 1' E port and 1853

LE CHARGÉ DE MISSION

Paris, le 20 août 1991

A)

Conserver

NOTE A L'ATTENTION DU PREMIER MINISTRE

Our Bir.

CONFIDENTIEL

OBJET : Renversement de M. GORBATCHEV - premiers éléments d'analyse.

<u>Résumé</u>: Deux jours après la déposition de M. GORBATCHEV par les plus hauts responsables de l'Etat soviétique, les points de faiblesse de la nouvelle équipe au pouvoir apparaissent avec plus de netteté. Pour l'instant, les conjurés font preuve de la plus grande modération face à une réaction populaire qui paraît lente à se développer, sans doute <u>parce qu'ils n'ont pas les moyens matériels</u> de faire face à une véritable insurrection.

Sans popularité, sans programme, sans moyens d'action, la junte pourrait tenir quelques mois si l'opposition ne parvient pas à mobiliser dans les jours qui viennent les moyens d'une réaction efficace, mais semble à terme plus ou moins lointain condamnée.

La chute de M. GORBATCHEV ne sauvera pas un système communiste qui, a bien des égards, a déjà cessé d'être en URSS. Elle ferme néanmoins la voie d'une transition relativement calme et rapide. La contrepartie du coup d'Etat qui vient de se produire risque d'être, en effet, à échéance plus ou moins brève, une situation insurrectionnelle.

* *

1 - Le coup d'Etat lui même a été mené, dans sa première phase, avec une efficacité et un professionnalisme remarquables. Il intervient après plusieurs succès apparents du numéro un soviétique: plénum du comité central du PC réussi en juillet par M. GORBATCHEV (abandon officiel de la notion de "lutte des classes"), succès d'estime au sommet de Londres, sommet américano-soviétique et signature de l'accord START, conclusion du Traité d'union entre le centre et les Républiques. Les conjurés font preuve d'une très grande discrétion et bénéficient d'un maximum d'effet de surprise. Le complexe du renseignement et notamment le KGB vient de faire la preuve de son efficacité.

Il y a des raisons de penser que le cercle au sein duquel a été décidée cette révolution de palais a été le <u>conseil de défense</u>, institution quasi secrète créée par Brejnev et qui apparaît, dans les périodes de crise, comme un centre occulte de décision (1). Comité conjoint, à l'origine, du bureau politique du PC, de l'armée, du KGB et du ministère de l'intérieur, le conseil de défense est compétent pour traiter les questions de sécurité au sens large (intérieure et extérieure). Depuis deux ans, M. GORBATCHEV n'a cessé de chercher à créer des substituts au conseil de défense. Le conseil de défense est installé dans les locaux du comité central du PC, Vieille Place. Sa logistique est assurée par le ministère de la défense, ses communications par le KGB.

Parmi les huit membres de la conjuration, six sont membres selon toute vraisemblance, du conseil de défense, le Vice-Président IANAEV, le Premier Ministre PAVLOV, les Ministres de la défense, de l'intérieur et le Président du KGB, le Vice Président du conseil de défense, M. BAKLANOV). Le conseil de défense est présidé par le Président de l'URSS et, en son absence par le Vice Président.

C'est d'ailleurs très probablement le même conseil de défense qui est à l'origine du premier retournement conservateur à l'automne 1990 à l'issue d'une sorte d'ultimatum des conservateurs à GORBATCHEV. Celui-ci s'était traduit par la mise à l'écart de l'entourage libéral (démission fracassante de M. CHEVARNADZE en décembre 1990) et par une tentative, finalement avortée, de normalisation des républiques périphériques (coup de VILNIUS le 13 Janvier 1991). A noter que trois des dirigeants de la junte actuelle ont été promus lors de cette période (M. PAVLOV, le Premier Ministre, M. IANAEV, le Vice-Président, M. POUGO, le Ministre de l'intérieur). Le dur conflit avec M. ELTSINE et les forces démocratiques (grève des mineurs du printemps) puis la triomphale élection de ELTSINE le 12 juin 1991 à la Présidence russe avaient conduit à un nouveau recentrage à gauche. Cette fois-ci, le nouveau retournement conservateur, s'est fait contre M. GORBATCHEV et à son insu.

- 2 Sur un plan plus général, ce coup d'Etat peut s'analyser comme la <u>réaction désespérée de groupes d'intérêt menacés ou en perte de vitesse</u>. C'est ce qu'indique la composition de la junte qui comprend les chefs des <u>grandes corporations militaires et policières</u> (armée, KGB, intérieur), les représentants du <u>complexe militaro-industriel</u> (PAVLOV, le Premier Ministre et BAKLANOV) un représentant des <u>présidents de Kolkhozes</u>, les sous-officiers de la nomenklatura communiste, un représentant typique, enfin de l'appareil communiste, en la personne du Vice-Président M. IANAEV.
- (1) Le conseil de défense est probablement à l'origine de la décision d'intervention en Afghanistan. Plusieurs experts considèrent qu'il est investi du pouvoir de décision s'agissant de l'emploi des armes nucléaires stratégiques.

Ce dernier est <u>loin d'être un homme de paille</u> même si de toute évidence, il ne dispose que d'une fraction du pouvoir (les premières manifestations du "comité de l'Etat d'urgence" donnent à penser que l'on est de retour, provisoirement peut-être, au régime de la collégialité). Personnage intelligent et subtil, M. IANAEV est issu de l'appareil de propagande extérieure du PC. Il a dirigé le syndicat officiel, au sein duquel, il a été le protecteur occulte de divers groupes néo-conservateurs. Il a su se créer dans ces milieux, des réseaux solides et a pu apparaître, aux yeux de M. GORBATCHEV qui l'a promu à la Vice-Présidence, comme une caution, aux yeux des conjurés, comme un recours.

Il ne s'agit nullement de conservateurs archaïques ou de néo-staliniens. Selon toute probabilité, aucun des membres de la junte n'envisage sérieusement une restauration du statu quo d'avant 1985. Chacun est conscient de l'impossibilité matérielle de restaurer un réseau de commandement communiste sur la société et l'économie définitivement détruit après cinq ans de Perestroïka. Le modèle implicite de ce coup d'Etat est plus proche de celui de Pinochet ou de Jaruselski que de celui de Brejnev en 1964. Du reste c'est au Chili que la plupart des idéologues de la droite conservatrice soviétique faisaient référence ces derniers mois.

Sur un plan plus concret, les priorités de la junte seront à l'évidence : <u>le maintien de l'URSS dans ses frontières actuelles</u> et la réduction des séparatismes périphériques ainsi que le respect des intérêts corporatistes (militaires, policiers, militairo-industriel et agricole) dont les membres de la junte sont les représentants.

3 - les faiblesses du nouveau pouvoir sont évidentes

- le programme économique de la junte, tel qu'on peut le deviner à partir des déclarations récentes et anciennes de ses membres souffre d'évidentes contradictions internes. Celui-ci combine une certaine dose de privatisation et d'ouverture économique extérieure avec le maintien d'un "noyau dur" d'économie étatisée (secteur militaro-industriel au sens large) bénéficiant de régimes d'approvisionnement privilégiés, le retour à un strict équilibre financier et monétaire (credo de M. PAVLOV, le Premier Ministre) avec le maintien d'effectifs pléthoriques dans l'armée et le KGB, la priorité à l'approvisionnement alimentaire et le maintien (pour des raisons politiques), d'une agriculture collectivisée dont la faillite est plus qu'évidente.

Un tel programme est de surcroît inapplicable.

Du point de vue des moyens, <u>il est matériellement</u> impossible de relever des décombres la chaine de commandement communiste, en particulier le système du plan d'Etat et le réseau quasi préfectoral des premiers secrétaires locaux. <u>L'URSS n'a pas d'administration digne de ce nom</u>, les soviets locaux sont des

régimes d'assemblée et non des organes de gestion qui sont d'ailleurs les premières cibles du nouveau pouvoir. Il reste l'armée. La tendance naturelle du nouveau régime sera de chercher à transformer les commandants de régions militaire en préfets par le moyen de comités d'administration spéciale. M. GORBATCHEV cherchait à réaliser la transition à l'économie de marché par la voie du consensus social. Les nouveaux dirigeants n'ont pas les moyens matériels, s'ils en ont l'intention, de mettre en place les instruments d'une économie de réquisition efficace.

Au plan politique, les <u>contradictions internes du nouveau</u> <u>pouvoir sont tout aussi sensibles</u>. Compte tenu des élections passées (notamment référendums du 17 mars 1991 et élection présidentielle russe du 12 juin 1991) <u>on peut estimer à un maximum de 30 % de l'opinion le soutien potentiel à la junte,</u> ce qui n'est certes pas négligeable et sans doute suffisant pour établir une dictature (à condition que celle-ci ne soit pas trop violente), mais <u>ce qui exclut toute légitimation par l'élection du fait accompli.</u>

La constitution actuelle prévoit une élection présidentielle dans un délai de trois mois en cas d'empêchement du Président. Les conjurés ne peuvent pas suivre cette voie et doivent consolider leur pouvoir par d'autres voies ce qui rend inéluctable à terme une crise de légitimité.

Il y a également contradiction entre le désir de respectabilité extérieure des nouveaux dirigeants et <u>les opérations de force qu'ils seront conduits à mener dans un délai plus ou moins bref contre les républiques indépendantistes, les Baltes notamment, sous la pression de la nécessité ou du fait de leurs propres partisans. Rappelons que <u>les principaux chefs de file de l'opinion conservatrice</u> sont précisément <u>des Russes des pays baltes</u> hostiles aux indépendances nationales (le colonel ALKSNIS, M. KOGAN etc...)</u>

La base de pouvoir de la junte est également fragile. L'armée a voté ELTSINE à près de 50 %, lors de l'élection présidentielle russe du 12 Juin . L'encadrement inférieur est moyen de l'armée, de la milice et du KGB est démocrate en majorité. (Il n'y a pas que les conscrits) (1). sur les quatre millions d'hommes qui composent les forces de sécurité soviétique, le pouvoir ne peut guère compter que sur quelques divisions fiables, soit de quoi assurer le maintien de l'ordre dans deux régions seulement en cas d'insurrection. Il reste que la junte ne peut pas survivre à une grève générale, qui toucherait les mines et les transports, corporations ouvrières totalement acquise aux démocrates et qui sont parvenues au printemps dernier à faire éclater au profit de M. ELTSINE la coalition de GORBATCHEV et des conservateurs. Certains des puits les plus durs du bassin houiller de Sibérie Occidentale (Kouzbass) sont en grève aujourd'hui sans que l'on puisse encore déterminer si le mouvement peut s'étendre et surtout durer. Ce déclenchement d'un tel mouvement paraît inéluctable. Reste à savoir quand celui-ci pourrait se produire.

(1) Le comportement des députés militaires et policiers lors des votes nominatifs aux soviets constitue un indicateur fiable. Pour l'armée les taux sont les suivants : officiers subalternes, 90 % de votes démocrates, officiers supérieurs 70 %, généraux moins de 10 %. Pour le KGB les taux sont de 60 % pour les officiers subalternes, supérieurs, moins de 10 %, pour les officiers généraux.

- 4 Ces données dictent le comportement du nouveau pouvoir. Sachant qu'elle n'aura pas les moyens de faire face à une insurrection généralisée, la junte doit autant que possible éviter les mesures brutales (arrestations, fusillades) en particulier à Moscou, tout en veillant à maintenir un contrôle étroit sur les moyens de communication. Sa ligne devrait donc être la proportionalité, ce qui n'exclut pas des mesures brutales et d'éventuels débordements dans les périphéries baltes et caucasiennes. La population et le camp démocrate, démobilisés ne semblent pas, malgré les interventions courageuses de M. ELTSINE, avoir encore trouvé les moyens d'une riposte efficace. De surcroît la période (approche de l'hiver) n'est pas propice à un mouvement de grève politique qui touche l'approvisionnement énergétique, ce qui pose des problèmes de conscience aux ouvriers. Il faut également prendre en compte le fait que le pouvoir contrôle les media, la télévision en particulier. Le coup de Moscou ne signifie rien, en terme d'image, dans le pays profond.
- en revanche, <u>les chances de réussite d'une action</u> insurrectionnelle combinée des forces démocratiques et des grandes corporations ouvrières paraissent élevées au printemps. Il faudrait alors trouver un moyen de sortie honorable aux conjurés pour éviter une montée aux extrèmes de l'affrontement.
- si malgré tout le pouvoir actuel se maintient, <u>ce qui</u> <u>n'est pas la solution la plus probable</u>, l'URSS risque de s'enfoncer dans un marasme encore plus profond et durable dans l'attente d'une nouvelle transition démocratique de type polonais ou chilien.

La situation actuelle présente en tous cas un risque de dégénérescence en <u>conflits violents localisés</u> (Pays Baltes, Ukraine occidentale, pays miniers, Moldavie et Caucase au premier chef) voire de guerre civile si, par malheur la confrontation débouchait sur un éclatement des forces armées soviétiques.

Philippe LEFORT